

# DG INSIGHTS

## REFLEXIONS SUR LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE

Numéro 8, Septembre 2009

Provenance: DGG Equipe de Gestion du Savoir Faire

**English Version | Version Française | Versión en Español**

**Cliquez [DG Insights Live](#) pour lire, répondre ou soumettre un texte pour les Réflexions sur la GD**



**Jeremias Blaser**

Représentant Résident  
Adjoint; UNDP Congo

### Réflexions sur la GD

**Réflexions sur la GD** est une publication en ligne de la Communauté de pratique sur la gouvernance démocratique qui analyse les nouvelles tendances et les questions importantes auxquelles réfléchissent les praticiens du PNUD et des Nations Unies, ainsi que plus largement la communauté des chercheurs, et qui aide à mieux appréhender les notions de démocratie et de gouvernance démocratique. Nous invitons les membres du réseau qui ont des expériences pertinentes et/ou une expertise thématique sur des sujets spécifiques à envoyer leurs contributions aux **Réflexions sur la GD** à l'adresse [dgp-net@groups.undp.org](mailto:dgp-net@groups.undp.org)

### Remarque :

**Les Réflexions sur la GD** sont alimentées par les contributions des membres du réseau et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du PNUD.

## Démocratie ou Elections

La guerre, disait Clausewitz, est la continuation de la politique avec d'autres moyens. La politique par conséquent est la forme que prend la gestion des conflits sociaux dans une société particulière à travers des moyens autres que la guerre. La démocratie est donc une de ces formes, en l'occurrence pacifique, que peut prendre la gestion des conflits sociaux dans une société.

### La démocratie comme enjeu politique

Ce préambule était nécessaire pour mettre en lumière que la démocratie n'est qu'une forme d'organisation sociale et politique parmi tant d'autres et qu'elle-même n'est pas univoque. Au contraire les débats (et souvent conflits) entre, tout comme à l'intérieur des nations, révèlent que la définition même de la démocratie est et demeure un enjeu politique: Un dirigeant as-t-il le droit de changer la Constitution de son pays pour y changer le nombre de mandats consécutifs autorisés? Les députés ont-ils le droit de se faire élire pour ensuite changer de partis? Y a-t-il des limites à la liberté d'expression? Quelles sont les justes formes de participation populaires? Telles et bien d'autres, sont les interrogations qui sont au cœur des débats autour de la définition de ce qu'est et ce que constitue la démocratie.

Dans ces débats un aspect y est constamment évoqué, ressurgit très régulièrement et est considéré comme une pièce charnière de la démocratie: Il s'agit des élections.

En effet, à l'heure actuelle tenir une élection semble être une réponse préfabriquée à tout problème démocratique qui pourrait se poser dans les pays en voie de développement. La tenue d'élections « libres et transparentes », solution préconisée par le monde occidental pour remédier aux problèmes démocratiques du monde sous-développé, s'accompagne aussi dans beaucoup de cas d'une machinerie impressionnante d'experts, d'observateurs, de soutien logistique et financier afin de garantir les conditions souvent nécessaires mais pas suffisantes pour l'exercice de ce soi-disant droit démocratique.

A l'instar de ces efforts déployés pour mondialiser les élections, il convient de s'interroger sur les raisons qui ont permis de faire ce raccourci entre élection et démocratie ou l'un est devenu synonyme de l'autre. Un retour sur les conditions d'institutionnalisation des élections dans le monde occidental révélera que la promotion des élections par ce dernier dans les pays en voie de développement relève d'une conception plutôt ethnocentrique de la démocratie et dans la plupart des cas inadaptée aux conditions sociales et politique dans les pays en voie de développement.

### Eléments pour une histoire de la démocratie occidentale

L'histoire de la démocratie en général et du suffrage universel en particulier nous instruit que celles-ci s'est construite sur la base d'une société de classes dans un contexte d'industrialisation et de paupérisation des masses, donnant lieu à des mouvements sociaux revendiquant une participation plus équitable aux processus de prise de décision politiques. Rappelons-nous également qu'au début l'accès à l'Etat tout comme le vote était réservé à la bourgeoisie disposant d'une fortune et d'un revenu suffisamment élevé lui permettant de faire de la politique à titre quasi volontaire.

Les clivages sociaux de l'époque entre capital et travail, urbain-rural, protestant-catholique se sont par la suite matérialisés dans des formations/partis politiques. Sous la pression de ces nouvelles formations politiques et mouvements sociaux, le suffrage universel fût introduit, donnant lieu à une plus grande compétitivité au sein du champ politique. Cette compétitivité accrue entraîna une professionnalisation, non seulement au sein des partis mais fit également émerger la « classe » des professionnels de la politique avec tous les défauts qui lui sont normalement attribué.

Cela dit, cette autonomisation ou différenciation du champ politique se caractérisa notamment par un système de partis basés sur des programmes politiques distincts, une démocratisation à l'intérieur de ces partis, ayant pour objectif la désignation du personnel nécessaire à la professionnalisation du champ politique d'où la nécessité de trouver des modalités de financement plus durables ce qui jusqu'à nos jours pose un problème comme le témoigne les scandales récurrents autour des questions du financement des partis politiques.

Ces nombreux raccourcis historiques mériteraient évidemment d'être élaborés plus en détail afin d'apprécier leur juste sens et signification dans leur contexte respectif. Toutefois, il apparaît d'ores et déjà que l'institutionnalisation d'une pratique démocratique basée sur le suffrage universel est le fruit d'une genèse très complexe et propre à un contexte socio-économique particulier. Il en résulte pas moins que, toute élection en occident est basée sur deux principes fondamentaux :

1. Un système de partis traduisant les clivages sociaux en intérêts politique
2. La règle majoritaire comme *modus operandi* de la prise de décision politique (basée sur la conception que la majorité incarne la volonté du peuple).

### ***Election ≠ Démocratie***

Réduire la démocratie à la tenue des élections comme on a tendance à le faire dans les pays en voie de développement ne tient donc pas compte des nombreuses conditions préalables pour induire un sens tout autant politique que social dans cette pratique issue d'un contexte très spécifique. On peut donc légitimement s'interroger sur l'utilité d'organiser et/ou de soutenir, parfois même d'imposer, des élections dans les pays en voie de développement et tout particulièrement en Afrique, à la lumière de l'ethnocentrisme qui caractérise la promotion de cette pratique.

En effet, mettre la charrue devant le bœuf en pensant qu'à travers la tenue d'élections s'instaurera la démocratie c'est rester aveugle au contexte et aux effets que cela peut avoir sur la vie politique d'une nation. A quelques exceptions près, du moins en Afrique, les partis politiques ne se distinguent nullement par un programme politique. Ceci n'étonne guère puisque ces formations politiques elles-mêmes ne s'enracinent pas dans les divers clivages sociaux qui traversent les pays africains. Du coup les partis politiques se font et se défont en fonction de la conjoncture politique du moment et en fonction des alliances personnelles entre les élites politiques et économiques. Leur survie dépend d'un mécène qui souvent assume également la présidence du parti et, le moment venu, sera également le candidat de choix pour accéder aux postes de hautes responsabilités politiques. La démocratisation à l'intérieur du parti comme condition nécessaire à la professionnalisation du politique devient anodine puisque la notion de parti politique se résume à un « one-man-show » dont le but reste malheureusement trop souvent l'accumulation du capital à travers l'accès à l'Etat; ceci peut-être à la différence de l'occident où l'accumulation excessive du capital se réalise surtout dans le privé.

Souvent il en résulte que la tenue d'élections en Afrique se résume en fin de compte à une opération de relations publiques très coûteuse n'ayant aucun effet sur la légitimité démocratique des dirigeants mais qui sert avant tout à satisfaire la communauté internationale et les bailleurs de fonds qui ensuite s'y réfèrent pour justifier leurs interventions.

### ***Perspectives pour repenser la démocratie en Afrique***

L'Afrique n'a elle pas droit à la démocratie alors? Au contraire ! Il convient cependant de réfléchir sur le type de démocratie, puisqu'il n'y en a pas qu'un; et sur les modalités et processus de prise de décision politique puisque la règle majoritaire n'est point la seule option.

Cette réflexion doit être menée au sein des sociétés africaines et avec la participation de tous les segments de leurs sociétés et nous nous abstenons donc de recommandations concrètes pour simplement évoquer trois points qui nous semblent importants à discuter dans tous débats portant sur la démocratie en Afrique:

- 1) **La question des frontières:** un bon nombre de conflits sur le continent Africain surgissent et resurgissent en raison des frontières issues de la colonisation. Un regard sur la carte révèle le caractère arbitraire de ces frontières. Cependant leur remise en cause n'a jamais fait l'objet d'un débat approfondi entre pays Africains ou encore au sein de l'Union Africaine. Aussi idéaliste que cela puisse paraître, il nous semble que la stabilité politique du continent ne peut être atteinte sans que cette question soit abordée politiquement.
- 2) **La question des institutions traditionnelles:** La politique en Afrique existait bien avant la mise en place d'un Etat dit « moderne ». Les appareils étatiques se sont ajoutés aux institutions traditionnelles qui, reléguées au second plan, ont néanmoins continué à jouer un rôle dans la gestion des conflits sociaux, notamment dans les zones rurales. Il en résulte souvent une superstructure étatique sans ancrage social et opérant « en dehors » de la société et des institutions traditionnelles qui continuent de gérer nombre de problèmes au niveau local et auxquelles les populations se réfèrent parce qu'ils en connaissent les fonctionnements et l'histoire. Il s'agirait donc de bâtir des formes démocratiques de gestion du politique en partant des institutions traditionnelles. Parmi les Etats en Afrique qui ont tenté d'intégrer leurs institutions traditionnelles dans les structures d'un Etat « moderne » on peut citer le Ghana, le Botswana ou encore l'Afrique du Sud. Une analyse plus poussée permettrait de démontrer que leur succès tant sur le plan économique que politique est en partie dû à cette combinaison entre « modernité » et « tradition ».

**3) La prise de décision politique:** Les sociétés africaines précoloniales ont été caractérisées par bon nombre d'anthropologues et de sociologues comme des sociétés dites « consensuelles ». Invoquant le palabre, la pratique des consultations étendues ainsi que les assemblées de village, il a aussi été remarqué que la prise de décision politique ne se faisait que rarement, pour ne pas dire jamais, sur la base de la règle de la majorité. Au contraire, le compromis, le consensus et donc le processus intégratif permettant à toutes les parties intéressées de s'exprimer, a souvent été considéré par les africains eux-mêmes comme plus apte à tenir compte des fondements culturels de la prise de décision politique. A l'instar de cette réalité on perçoit mal comment la prise de décision politique basée sur le principe de la majorité pourrait trouver un quelconque ancrage culturel.

A la lumière des réflexions menées ci-dessus, l'ethnocentrisme qui caractérise l'imposition, l'encouragement ou encore la promotion de la pratique électorale à travers les pays en voie de développement ne semble pas être une voie couronnée de succès. La définition de la démocratie étant un enjeu politique nécessite par conséquent une mise à plat radicale des idées préconçues qui assimilent les élections à la démocratie. Cette réflexion pourrait notamment se faire en tenant compte des structures sociales plutôt que des structures étatiques en Afrique; et des valeurs culturelles propres aux divers peuples du continent Africain plutôt que des normes importées de l'occident.

~~~~~

#### **Réflexions sur la GD**

**Réflexions sur la GD** est une publication en ligne de la Communauté de pratique sur la gouvernance démocratique qui analyse les nouvelles tendances et les questions importantes auxquelles réfléchissent les praticiens du PNUD et des Nations Unies, ainsi que plus largement la communauté des chercheurs, et qui aide à mieux appréhender les notions de démocratie et de gouvernance démocratique. Nous invitons les membres du réseau qui ont des expériences pertinentes et/ou une expertise thématique sur des sujets spécifiques à envoyer leurs contributions aux **Réflexions sur la GD** à l'adresse [dgp-net@groups.undp.org](mailto:dgp-net@groups.undp.org)

**Remarque:** Les **Réflexions sur la GD** sont alimentées par les contributions des membres du réseau et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du PNUD.